

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > À gauche (France) > Histoires, bios et militant.es à gauche (France) > **Le trotskisme de la « Liga » - Retour sur l'expérience de la « Ligue » (...)**

Le trotskisme de la « Liga » - Retour sur l'expérience de la « Ligue » dans l'Etat espagnol des années soixante aux années quatre-vingt dix

mardi 5 mars 2013, par [ROMERO BAEZA Miguel](#) (Date de rédaction antérieure : 2012).

Nous reproduisons ci-dessous l'introduction de Miguel Romero à l'édition espagnole de l'ouvrage de Daniel Bensaïd, *Les trotskismes* [1]

Dans « l'avertissement » qui précède son texte, Daniel Bensaïd dit que *“l'histoire des mouvements trotskistes est encore à faire”* et que le but de son travail a été de *“proposer un point de vue et donner un sens aux débats politiques et théoriques qui jalonnent cette histoire tourmentée.”* A la petite échelle de cette annexe, ces critères sont aussi pertinents.

Je ne vais pas parler des *“mouvements trotskistes”* dans l'Etat espagnol, mais seulement de la Liga. C'est une limitation par rapport à l'approche du livre de Bensaïd, mais notre texte a une portée mineure. A différence d'en France, dans la Liga les autres organisations trotskistes n'ont eu aucun rôle, sauf pour une brève et malheureuse épisode en 1979 sur laquelle je reviendrai plus tard. En plus, à mon avis, la Liga est l'unique organisation qui a incarné dans ce pays ce *“certain trotkisme”* que Bensaïd considère *“...sans doute insuffisant, mais non moins nécessaire, pour défaire l'amalgame entre stalinisme et communisme, libérer les vivants du poids des morts et tourner la page des désillusions.”*

Mais la Liga a cessé d'exister il y a quinze ans (quinze ans !). Son histoire écrite est gardée dans un coffre, dans des milliers de pages de revues et de bulletins, où l'on trouve le rapport scrupuleux de résolutions et de débats, de positions majoritaires et minoritaires, de votations, y compris dans les années de la clandestinité,... de démonstrations d'une culture démocratique qu'on considèrerait dans la Liga aussi normal que de respirer, mais qui est absolument exceptionnelle au sein de la gauche. Il serait intéressant et utile, pour ne pas utiliser des termes trop solennels, d'ordonner, sélectionner et publier ces matériaux. Mais cela ne peut qu'être un travail collectif ; une initiative est déjà en route et espérons qu'elle aboutira.

En même temps, il y a une *“histoire non écrite”* de la Liga dont il faut tenir compte qui est dans la mémoire de ses militant.e.s, différente, contradictoire, sublime, blessée... Un proverbe arabe dit : *“La vérité ne se trouve pas dans un seul rêve ; elle se trouve dans de maints rêves”*. L'histoire de la Liga ne se trouve pas dans une mémoire mais dans de maintes mémoires. Là aussi il y a déjà un projet en cours pour collecter et étudier ces mémoires ; ce serait formidable si cela se réalisait.

Qui veut connaître l'histoire de la Liga devra donc attendre à ce que ces projets arrivent à bonne fin. Dans ces notes vous allez seulement trouver certaines opinions sur certains souvenirs, un point de vue personnel sur le sens de l'action de la Liga, sur la rationalité de l'engagement révolutionnaire qu'elle a assumé pendant les vingt ans de son histoire, avec ses succès et ses erreurs.

I.

L'affiliation de la Liga à la IV^e International, qui coïncide avec sa fondation au début de 1971, a été une rencontre, pas une conversion. Le groupe, composé pour la plupart d'étudiants universitaires, provenant des organisations "Felipe" (Frente de Liberación Popular) à Madrid et Front Obrer Catalá à Barcelone cherchait à construire un parti révolutionnaire et à comprendre le monde bouleversé du début des années 70, en partant de l'isolement politique et intellectuel forcé imposé par le franquisme crépusculaire. C'était des activistes, des marxistes, plus par intuition que par des études, des organisateurs du syndicalisme étudiant démocratique (une bonne école pour comprendre la signification de la "bureaucratie" et du "réformisme", à partir de la bataille quotidienne avec le PCE), des internationalistes et antistaliniens par référence au Che, avec l'engagement militant forgé par la douleur et la colère pour l'assassinat d'Enrique Ruano,...

En près de deux ans de débats et d'actions militantes improvisées, après la dissolution de "Felipe" en 1969, nous avons rencontré la IV à travers la LCR française, dont l'antécédent, la JCR (Jeunesse communiste révolutionnaire) avait été notre connexion et interprète pour comprendre et essayer de partager le "retour de la révolution" en Mai 68.

Nous ne cherchions pas une doctrine, mais un courant marxiste militant qui nous donnerait des racines et un sens à notre action. La rencontre avec la IV s'est faite parce qu'ils étaient là, avec une analyse cohérente du "capitalisme tardif" et des processus politiques, "inégaux et combinés", en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, au Mexique, au Vietnam... des organisations dans lesquelles nous nous reconnaissons, politiquement et même générationnellement. Là, on a découvert le marxisme révolutionnaire en même temps que l'histoire des premières années de l'Internationale communiste, la lutte contre le stalinisme et la solidarité avec les révolutions en Algérie et à Cuba...

Trotsky était un des protagonistes de cette histoire. Mais plus que "trotskystes" nous aimions nous définir comme des continuateurs des "communistes qui s'étaient battus contre le stalinisme". La différence n'était pas dans les mots mais elle exprimait une des idées les plus fortes du programme de la IV : le stalinisme comme rupture tragique dans la trajectoire du mouvement ouvrier révolutionnaire et notre courant comme la continuation de cette trajectoire, qui avait résisté dans la sombre période de l'hégémonie stalinienne et qui, maintenant finalement, quand la révolution devenait de nouveau "une tâche actuelle", était prêt à lutter pour que le communisme redevienne l'espoir d'émancipation de ses origines.

II.

Pour nous qui venions d'arriver, la IV était une école de formation accélérée d'où arrivait une avalanche de lectures, de programmes, de résolutions, de solidarité active, de nouvelles, normalement enthousiastes, des luttes dans le monde et de la croissance de nos "sections"...

Cet amalgame constituait plus une culture (une "façon de faire de la politique", aurait-on dit alors), qu'une théorie, une idéologie ou un programme. Je ne veux pas dévaluer le contenu programmatique (l'internationalisme, la révolution socialiste, l'auto-organisation comme base de la démocratie socialiste, la démocratie dans le parti, "l'indépendance de classe" du mouvement ouvrier par rapport aux organisations et aux programmes politiques bourgeois...). Mais ce "bagage" était plus inséré dans l'histoire et la réalité militante de la IV et nous le recevions (pour le meilleur et, parfois, pour le

pire) de façon culturelle plutôt que doctrinale, ce qui correspondait très bien au type d'organisation que nous étions : activiste, empirique, déterminée par la clandestinité...

Pour le meilleur, parce que cette culture laissait par exemple beaucoup d'espace à l'élaboration propre de nos idées : ainsi nous lisions avec attention les écrits de Trotsky sur la révolution espagnole, mais aussi ceux d'Andreu Nin et nous avons eu la chance de connaître de formidables militant.e.s du POUM (Juan Andrade, María Teresa García Banús, Antonio Rodríguez, Enrique Rodríguez, Emma Roca...). Le résultat fut une vision très critique des relations entre Trotsky et le POUM et la considération du POUM comme "notre parti" dans la guerre civile. Ces idées donnaient lieu à des débats au sein de la IV, mais jamais à la censure.

De l'autre côté, cette culture se développait avec l'expérience. Par exemple, une petite organisation clandestine avait besoin de beaucoup de solidarité politique et matérielle. La IV, et en particulier la LCR française, ne nous a jamais fait faux bond. Si la solidarité est, outre un principe, un apprentissage, là nous l'apprenions, à une bonne école.

Mais aussi cette culture était imprégnée de mythes et d'habitudes sectaires et doctrinaires, inévitables après une existence prolongée à contrecourant, en tant que groupes très réduits, vivant chaque jour la tension entre la conviction de posséder le "programme de la révolution" et la réalité matérielle de ses forces militantes infimes. Une de ces habitudes, qui a coûté cher dans les premiers temps de la Liga, tendait à établir une cohérence immédiate entre un désaccord concret et une rupture de "principes".

Ainsi un débat nécessaire, et on pourrait dire "naturel" à ce moment, spécialement dans une organisation révolutionnaire à peine née et composée majoritairement d'étudiants, sur la politique envers les Comisiones Obreras [CCOO, Commissions ouvrières], était en train de pourrir tout au long de l'an 1972 ; d'abord ça devenait une discussion pour savoir si la conscience politique de la classe ouvrière avançait seulement à partir de sa mobilisation unitaire ou si elle avançait fondamentalement à travers des expériences d'action radicales, dans lesquelles les révolutionnaires auraient nécessairement un rôle important. De ce débat se déduisaient des orientations politiques différentes : une stratégie de propagande pour un "front unique des organisations ouvrières" ou une politique d'initiatives de l'organisation révolutionnaire qui visait à promouvoir des actions aussi massives que possible, dans lesquelles on pouvait déborder le contrôle "réformiste". Finalement le débat s'est cristallisé, congelé, comme un soi-disant désaccord programmatique sur "l'unité de la classe ouvrière" et, certes, cela s'est conclu en scission.

La IV n'a pas pu ou pas su exercer son influence pour éviter qu'une discussion, qui avait au début tout son sens dans le processus de maturation de la Liga, se développe si maladroitement et se termine si mal. Et la Liga a vécu six ans séparée en deux organisations, la LCR et la LC, qui se sont réunifiées en 1978. J'utilise le nom "la Liga" pour parler des deux organisations ; c'est une espèce de "signe de pénitence" reportée pour l'erreur que nous avons commis.

La LCR et la LC ont eu des divergences sérieuses pendant ces années, mais elles ont continué à partager en bonne partie la culture originale commune. Pour cela, malgré les désaccords qui subsistaient et les affinités personnelles diverses, la réunification fut une réalité vivante et durable, et malgré quelques étincelles, au bout de quelques mois, la provenance de chacun.e n'était devenue qu'un sujet de plaisanterie.

III.

La LCR a pu surmonter le choc de la rupture avec la LC grâce au fait qu'il y a eu, peu après, l'unification avec ETA VI (le courant majoritaire dans la VI^e Assemblée de l'organisation) qui a

adhéré à la IV^e Internationale après un bilan critique et autocritique du nationalisme et de la stratégie militaire de l'ETA.

L'importance de cette unification dans l'histoire de la Liga est très grande de plusieurs points de vue. D'abord elle a amené des militant.e.s avec une expérience différente et de poids majeur, avec une bonne implantation dans les usines... et dans les prisons : les militant.e.s en prison ont eu un rôle politique et moral très important dans l'organisation, et la contribution de ceux et celles qui venaient de l'ETA VI a été fondamentale.

Ensuite, l'unification confirmait une idée de la LCR sur la construction du parti révolutionnaire, qui jusque là n'avait été qu'un désir : converger, ou plus précisément "gagner au marxisme révolutionnaire" des secteurs d'autres organisations de la gauche qui rompaient avec le "réformisme". Cette idée donnait du sens à la possibilité qu'une petite organisation comme la LCR puisse atteindre une force et la somme des expériences et des savoirs nécessaires, dans un laps de temps que nous espérions court, pour pouvoir disputer la direction du mouvement ouvrier au "réformisme", à savoir au PCE. ETA n'était pas une "organisation ouvrière", mais dès les luttes contre les procès de Burgos à la fin des années 70 qui avaient tant contribué à faire naître la Liga, c'était une référence pour la gauche révolutionnaire, au-delà du Pays Basque.

Enfin, l'unification renforçait l'autorité politique de la IV à nos yeux, de par le fait qu'elle se montrait capable d'attirer des secteurs militants d'autres courants.

L'unification a fonctionné dès le premier instant, sans le moindre problème. Cela nous semblait aller de soi ; je crois que, en considérant ce qui s'est passé après, il aurait valu la peine de nous demander pourquoi tout c'était passé si bien.

Bien sûr il était fondamental de partager le programme de la IV. Aussi le climat de confiance et d'exaltation militante de l'époque a-t-il joué un rôle. Mais je crois que ce qui a été décisif, c'était de nous reconnaître dans une culture militante et un projet de construction de parti communs, la "manière de faire de la politique" qu'une partie importante de la direction de l'ETA VI, exilée en France, avait connu et vécu dans ses relations avec la LCR française.

Nous démontrions symboliquement l'importance que nous donnions à l'unification en adoptant le nom LCR-ETA VI, avec lequel nous avons milité dans tout l'Etat espagnol jusqu'en aout 1976. Nous ne donnions aucune importance aux difficultés que ce nom pouvait nous procurer, spécialement à l'extérieur du Pays Basque. C'était une manifestation d'orgueil gauchiste : "C'est ce que nous sommes". Nous ne nous en sommes jamais repentis.

IV.

La IV ne prétendait pas "diriger" la Liga et n'a jamais interféré avec ses débats. Le respect pour le développement des "sections" était un principe d'organisation que la direction de la IV n'a pas toujours appliqué (Bensaïd en donne quelques exemples dans son texte), mais dans le cas de la Liga, si : elle l'a scrupuleusement respecté tout le long de son histoire. Dans ces conditions, il est quand même vrai que certains de ses textes, notamment "Le crépuscule du franquisme" que nous avons connu à la veille de la naissance de l'organisation, ont eu une influence déterminante dans la première phase de la Liga et en particulier dans l'orientation politique de la LCR sous le franquisme. [2]

Le texte invitait à comprendre la réalité, à ne pas la modeler à une idéologie. Il ne contient aucune citation des "classiques", sauf la référence à l'organisation de "type léniniste" ayant sans doute pour but de se connecter directement avec les aspirations de ceux et celles qui se préparaient à fonder la

Liga.

La plupart de son contenu est consacré à l'analyse de la réalité espagnole, ses contradictions politiques et économiques, les conflits sociaux fondamentaux. Lu aujourd'hui, il garde des idées valables et aussi des projections volontaristes (par exemple sur le "*dégonflement*" des "*globes baudruches ?] réformistes et libéralisantes*") ou sur les enseignements que les travailleurs espagnols auraient reçus de l'expérience 1969-1970 (c'est à dire de la résistance à l'état d'urgence aux luttes pour l'amnistie au procès de Burgos), ou sur le modèle de "dualité de pouvoir" comme conclusion "naturelle" de l'auto-organisation. Mais ce qui mérite d'être souligné c'est la phrase qui résume la stratégie que le texte propose : "*La dictature franquiste ne peut pas se transformer en démocratie bourgeoise sous la pression des masses. Elle doit être abattue par une action directe révolutionnaire des masses.*" La grève générale révolutionnaire (GGR) était la formule de la LCR pour résumer cette idée, qui a orienté notre action politique jusqu'au milieu de 1976.

La GGR était une proposition ultragauchiste, mais aussi réaliste et raisonnable. Réaliste et raisonnable car elle s'appuyait sur le processus de mobilisations initié à la fin de 1970 dans les luttes contre les procès de Burgos et qui avaient continué dans de nombreuses grèves générales locales ; la base de notre politique était de respecter cette dynamique réelle, essayer de la comprendre moyennant le débat démocratique, lutter pour la généraliser par notre action militante. Ultragauchiste dans un sens qui demande une petite explication, pour la différencier des variantes sectaires.

La politique révolutionnaire se base toujours sur des objectifs nécessaires pour la bataille contre le capitalisme dans son ensemble. Il s'agit de rendre "possible" ce qui est "nécessaire". Pour cela il est vital de considérer parmi les conditions qui caractérisent une situation concrète, celle qui ne fait pas partie des analyses positivistes (appelées d'habitude "réalistes") : la potentialité du mouvement, ce qui n'existe encore que de façon fragmentaire ou embryonnaire dans la dynamique du mouvement réel, mais qui peut se généraliser : la tâche centrale d'une organisation révolutionnaire est de découvrir ces potentialités dans le mouvement réel et de les développer. Dans ce sens, la perspective révolutionnaire n'est pas ultragauchiste, mais elle se situe bien "à la gauche du possible".

Le gauchisme de la LCR consistait dans le fait d'hypertrophier le rôle de ces potentialités, de centrer toute notre action vers les expériences les plus avancées et les secteurs d'avant-garde, en estimant que la dynamique objective des luttes pousserait naturellement l'ensemble du mouvement dans cette direction. Nous avons certainement commis des erreurs. Mais nous ne nous sommes pas trompés de bataille.

V.

Notre point de départ était de nous demander quels étaient les objectifs à atteindre pour abattre le franquisme. [3]

Nous les résumions dans l'épuration radicale de l'appareil d'Etat, de toutes ses institutions politiques et économiques et notamment la dissolution de ses corps répressifs.

Qui et comment pouvait-on le faire ? C'était la deuxième question capitale. Pour y répondre nous combinions une analyse des conflits sociaux fondamentaux (quelle classe a le niveau de conflit sociopolitique avec la dictature assez élevé pour être en mesure de la renverser ?) et une estimation sur les conditions réelles du mouvement social.

La GGR incluait un troisième aspect fondamental : le renversement de la dictature et la "conquête

de la démocratie” aurait mis à l’ordre du jour la lutte pour l’extension de l’auto-organisation, le développement d’organismes économiques, politiques et militaires qui auraient construit les bases du nouveau pouvoir émergent, les incursions du mouvement ouvrier dans la propriété capitaliste et, comme conclusion, la révolution socialiste. Quand en avril 1974 tombait la dictature au Portugal, la dynamique que le mouvement populaire suivait confirmait que cette potentialité existait effectivement et était de notre côté.

L’expérience du Portugal a contribué à ce que le secteur “éclairé” de l’appareil franquiste et “l’opposition démocratique”, et les puissances et institutions internationales correspondantes, se mettent en œuvre pour empêcher qu’il y ait en Espagne un processus semblable. Pour cela il était fondamental d’éviter l’effondrement de l’Etat et de contrôler les inévitables changements politiques à partir du pouvoir : cela était la logique de ce qu’on a appelé finalement “la réforme” et cela était l’orientation politique à laquelle “l’opposition démocratique” s’est ralliée jusqu’à la fin de la Transition.

Nous, par contre, nous réaffirmions notre confiance que nous nous battions pour des objectifs possibles. Et ils l’étaient. Mais l’évolution de la situation au long de l’année 1975 et des premiers mois de 1976 nous a convaincus que la lutte devait se centrer dans la “rupture” avec le franquisme à travers des objectifs démocratiques radicaux (amnistie, république, autodétermination, dissolution des appareils répressifs du franquisme...) et des revendications économiques et sociales de base. Nous soutenions que ces objectifs ne pouvaient être atteints que à travers la mobilisation populaire généralisée : nous l’appelions Grève Générale Politique.

Les différences de fond que nous gardions avec les organismes de “l’opposition démocratique” ne se basaient pas sur des “maximalismes”. Elles se basaient sur les objectifs et sur les tâches qui étaient nécessaires pour vraiment abattre le franquisme. La différence en termes de rapports de forces nous a condamné à la défaite. Mais nous avons mené la bataille qu’il fallait.

Nicolás Sartorius et Javier Alfaya disent : *La transition s’est effectuée grâce à un accord avec le secteur “évolutionniste” du régime pour la simple raison que l’opposition n’a jamais eu la force suffisante pour renverser la dictature et provoquer une révolution politique qui aurait vidé et épuré l’Etat.* [4] En réalité, on peut bien décrire ce qui s’est passé en changeant l’ordre des phrases : “L’opposition n’a jamais eu la force suffisante pour renverser la dictature et provoquer une révolution politique qui aurait vidé et épuré l’Etat pour la simple raison que la transition s’est effectuée grâce à un accord avec le secteur “évolutionniste du régime.”

VI.

L’approbation de la Constitution en décembre 1978 a consacré le triomphe de la « réforme » entamée deux ans auparavant par le gouvernement Suarez et concordée par toutes les forces parlementaires, sauf le PNV ; il faut rappeler aussi que Francisco Letamendia, au Parlement, et Bandrés y Xirinacs, au Sénat, ont voté contre ; et cela était aussi le vote de la Liga.

Ce triomphe a signifié la défaite politique de la « rupture » et du mouvement social et politique qui avait lutté pour elle. Nous n’étions pas préparés pour comprendre une telle défaite. Effectivement, il ne s’agissait pas d’une désactivation ou d’une désagrégation de la mobilisation : dans les quatre premiers mois de 1979 il y eut 90 millions d’heures de grève ; en 1978, déjà avec les Pactes de la Moncloa en vigueur, 3.633.000 travailleurs ont fait la grève pour un total de 18 millions de jours. [5] Les Pactes de la Moncloa n’avaient pas cassé la combattivité des travailleurs mais ils avaient brisé le processus de politisation massive qui avait fait suite à la chute de la dictature ; ce morcèlement a laissé le terrain libre pour que le chômage massif désactive la plupart du mouvement ouvrier dans l’étape successive.

Même dans ces conditions, il y avait un développement considérable du mouvement féministe, une importante activité syndicale avec un poids significatif de la gauche dans les CCOO (en décembre 1977 une Conférence Syndicale de la Liga a réuni plus de 2000 cadres syndicaux), un mouvement de quartier qui n'avait pas encore été atteint par la cooptation des municipalités démocratiques... Nous faisons aussi face à une répression très dure, des crimes policiers et fascistes (comme celui de German dans les sanfermines de 1978) et il y avait des ripostes solidaires, etc. Cependant, cette combattivité sociale ne débouchait pas en conscience et organisation politique ; nous n'arrivions pas à établir le lien entre l'une et l'autre. Et, surtout, pour la première fois nous vivions dans notre chaire un phénomène qui semble seulement facile à comprendre dans les livres : le processus à travers lequel les rapports de force sont d'abord supplantés et ensuite subordonnés par les institutions de la démocratie parlementaire et notamment par les institutions politiques et sociales de la gauche. A partir des Pactes de la Moncloa, le PSOE et le PCE ont consacré beaucoup d'énergie et des démarches ignobles pour marginaliser les organisations à leur gauche ; Ils n'y sont arrivés que partiellement, mais ils nous ont créé certainement beaucoup de difficultés.

Comprendre la différence entre une défaite et un échec est fondamentale pour construire une organisation révolutionnaire. La défaite peut être, et est souvent, la conclusion d'une bataille nécessaire ; la question qui s'impose alors est comment continuer. L'échec arrive quand on considère que la bataille a été une erreur ou qu'elle n'a plus de sens ; la conséquence générale en est la démoralisation ou l'abandon.

La consolidation de la « réforme » a été une défaite. Mais beaucoup de militantes l'ont vécu comme un échec. Dans l'année 1979 toutes les organisations révolutionnaires ont connu une crise politique qui a continué en 1980 pour les deux les plus grosses : le PTE et l'ORT. Le MC et la Liga ont résisté mais avec une hémorragie militante très forte : en plusieurs cas, paraphrasant Maiakovski, « *la barque de la révolution s'était heurtée à la vie quotidienne* ».

Cela a été la période de la majeure désorientation de la Liga. Dans la IV aussi il y avait une grave confusion politique (à laquelle Bensaïd se réfère à la fin du chapitre VII). Il y avait une rétro-alimentation mutuelle, négative, autour d'une ligne de propagande ouvriériste, spécialement inadéquate dans la situation concrète espagnole. La meilleure démonstration de cette confusion fut la campagne électorale de mars 1979 à laquelle nous participions avec des appels pour un « gouvernement des partis ouvriers » qui mette en œuvre une politique contre « les pactes et les consensus ». C'était une proposition complètement abstraite, doctrinaire, contraire à la fois à la réalité et à la façon de faire de la politique de la Liga ; contradictoire, par ailleurs et heureusement, avec l'engagement militant quotidien, toujours tournée vers l'action, dans les mobilisations.

La vérité est que nous ne savions pas très bien quoi faire. La seule chose qui était pour nous claire c'était qu'il fallait continuer.

VIII.

Cette situation s'est aggravée avec l'unique expérience d'unification ratée de l'histoire de la Liga.

En avril 1979, un groupe de 300 militants venant d'une opération « entriste » dans le PSOE et dans l'UGT, menée par un des courants de la IV^e Internationale appelé Fraction Bolchévique, entra dans la Liga. Nous n'avions jamais fait de « l'entrisme » et nous avions une opinion assez critique sur ce type de pratiques, mais la IV était très engagée dans « l'unification des trotskistes » et nous pensions que ces militants se seraient intégrés dans l'organisation sans problèmes majeures.

En réalité, le groupe venait poursuivre dans la Liga son opération « entriste ». Dans une organisation comme la Liga, qui respectait beaucoup les droits démocratiques et les minorités, et

fondée sur la loyauté militante, les effets de cette opération furent catastrophiques. Dans une époque déjà très difficile pour le travail militant, nous avons passé des mois au milieu d'un cauchemar embrouillé de manœuvres internes ici et là. Quand cela a terminé, nous en sommes sortis blessés, mais vaccinés contre des unifications basés sur des soi-disant « accords programmatiques trotskistes ».

Je crois que cela a aussi affaibli la confiance politique en la IV Internationale. Dans la nouvelle étape que la Liga allait entamer dans les années 80, la politique de construction du parti s'est faite en prenant les distances de l'Internationale.

IX.

Les espoirs qui étaient nés de la révolution nicaraguayenne sur un nouveau cycle de luttes à l'échelle internationale se sont vus rapidement tronqués : l'offensive néolibérale, commandée par Reagan et Thatcher, a commencé en 1980 et a remporté une victoire globale à peine une décennie après.

C'étaient des temps extraordinairement convulsifs et durs, dans notre pays aussi. Dans l'agitation créée par le coup de Tejero en février 1981, le PSOE de Felipe Gonzalez est arrivé au gouvernement avec des illusions de changement qui se sont transformées rapidement en une politique précurseur du social-libéralisme : des politiques économiques publiques au service de la « modernisation capitaliste », « reconversion industrielle », OTAN + Communauté Européenne, privatisations, « culture du... », GAL...

Les succès se mesuraient non pas en conquêtes sociales et politiques, mais en capacité de résistance, à ne pas se soumettre. « L'insubordination » n'était pas seulement le nom d'un mouvement social ; elle caractérisait aussi la politique et le moral de ce que nous appelions alors « les secteurs actifs », la gauche sociale et politique.

La Liga entrepris une réorientation profonde, dont nous pouvons établir le début dans les premières discussions sur l'orientation du « Parti des Révolutionnaires », à la fin de 1979 et dont la conclusion fut l'unification avec le Movimiento Comunista, en novembre 1991.

Il est bien connu que cette unification eu une fin désastreuse quelques mois plus tard. De ce fait, on court le risque de ne juger cette « longue décennie » que par son résultat final ou de traiter l'histoire de ces années comme la réalisation d'un destin fatal, qui allait prendre forme inexorablement dans tous les évènements vécus. Succomber à ce risque serait une erreur par rapport à l'histoire réelle, injuste par rapport à la valeur militante qu'elle contient et surtout, cela impliquerait un terrible gaspillage d'idées et d'expériences très valables. Certainement, elles doivent être évaluées critiquement, mais elles continuent à constituer, à mon avis, un effort de construction d'une organisation révolutionnaire, dans des conditions absolument pas révolutionnaires, qui mérite d'être connu, apprécié et, peut-être utilisé maintenant par les militants de la gauche alternative.

Du moment qu'il n'y a pas encore une documentation élaborée collectivement sur l'histoire de la Liga, il est extrêmement difficile, ou ainsi me semble-t-il, d'élaborer une opinion personnelle fondée sur cette période, même si on avait la possibilité de le faire extensivement. Le faire en quelques paragraphes est une témérité dont on ne peut qu'aspirer à s'en sortir décemment. Mais à ce point cela me semble une témérité inévitable ; ce ne serait pas sérieux d'écrire sur « le trotskisme de la Liga » et de liquider avec une phrase de circonstances la partie la plus complexe de son histoire. Ainsi je terminerai avec quelques brèves notes sur quatre éléments, de caractère très différents, qui ont eu, à mon avis, une influence très grande dans le cours des évènements de cette phase : l'orientation du « Parti des Révolutionnaires » ; la politique dans les nouveaux mouvements sociaux ;

la séparation de la LKI pour construire un « parti national souverain » en Euskadi et les relations avec le MC.

Le « Parti des Révolutionnaires » a commencé à prendre forme à la fin de 1979 et a constitué un changement de cap dans le projet politique de la Liga et notamment dans la perception de son propre rôle dans la construction d'une organisation révolutionnaire. On peut résumer son contenu de base ainsi : le parti révolutionnaire devait être construit en commun avec d'autres courants révolutionnaires, avec de différentes idéologies et évaluations de l'histoire, mais avec un accord sur les « tâches centrales » de la révolution ; le caractère démocratique de l'organisation aurait assuré un débat pluraliste lors duquel, à moyen ou à long terme, il aurait été possible d'arriver à des accords plus profonds sur des questions de stratégies et de programme ou, si non, d'assurer une coexistence pluraliste entre différents points de vue.

En partie, le « Parti des Révolutionnaires » était une réaction face à la catastrophe de « l'unification du mouvement trotskiste » que nous avons connue dans l'étape précédente. Mais seulement en partie. En réalité, « l'unité trotskiste » était un « détour » dans la trajectoire de la LCR et « l'unité des révolutionnaires » supposait en fait la récupération et la reformulation de la trajectoire traditionnelle de l'organisation.

La nouveauté principale, et la plus problématique, était la relativisation de la valeur de ce qu'on appelait « l'idéologie et l'évaluation de l'histoire » des organisations révolutionnaires, une expression assez ambiguë et qui pouvait de certaine manière renvoyer à des questions de fond pour une organisation comme la LCR, dans laquelle la « continuité historique » faisait partie de son engagement militant et de son identité.

Au début, cette relativisation se référait seulement aux conditions d'une possible unification avec d'autres organisations révolutionnaires. Mais peu à peu elle s'accroissait. Par exemple on explicitait ainsi l'orientation de la Liga dans une « lettre ouverte » envoyée en décembre 1985 à la revue *Mientras Tanto* : « *Comme produit de la crise de la gauche, nous vivons une époque de saturation d'alternatives, de grands projets généraux, d'espoir dans la grande illumination qui nous révèle la sortie du labyrinthe. Nous avons cessé de croire en cela. Seulement avec des critères pragmatiques pouvons nous trouver un terrain de travail commun entre les différents courants révolutionnaires. Et seulement sur la base de ce travail-ci pourra-t-on appuyer des accords programmatiques solides, dans lesquels il ne convient pas d'aller plus vite que l'expérience elle-même.* » [6]

L'expression « nous avons cessé de croire en cela » peut être interprétée de plusieurs manières, mais même la plus bienveillante montrerait une claire prise de distance par rapport au « bagage politique » de l'organisation. En plus, dans les phrases citées ci-dessus, il y a une nette affirmation de pragmatisme, qui semble situer à un niveau très bas les « accords programmatiques » nécessaires pour entreprendre la construction commune d'une organisation.

La Liga a beaucoup discuté, à l'intérieur et publiquement, sur cette orientation et on peut trouver différentes formulations selon les personnes et les moments. Mais, à mon avis, il y avait une substance commune, qui exprimait un problème commun qui a touché toute la gauche révolutionnaire dans notre pays depuis les années 80 et qu'on semble seulement très récemment être en train de dépasser : Daniel Bensaïd l'appelle « l'éclipse de la raison stratégique ». Je crois que le Parti des Révolutionnaires signifiait un projet qui visait à construire une organisation révolutionnaire sans stratégie, en estimant que celle-ci serait élaborée dans une étape successive indéfinie, au sein de l'organisation unifiée. Le sens de l'organisation serait l'action et les accords autour de cela. C'était un projet faible qui n'était pas exprimé en tant que tel parce que la LCR l'enveloppait dans un terrible effort activiste, luttant jour après jour et pied à pied pour l'existence de l'organisation, en gagnant sa place, qui fut toujours utile et dans plusieurs cas indispensable,

dans les luttes de résistance, notamment parmi les nouveaux militants et les nouvelles militantes jeunes.

La politique dans les « nouveaux mouvements sociaux » était, en fait, la base de la politique, et de la vie même de la LCR à ce stade. Il y avait d'amples raisons pour cela. Effectivement le mouvement féministe, l'écologie, le pacifisme, l'antimilitarisme... étaient les moteurs et l'expression de la résistance sociale et politique, de par leur propre activité et au sein de l'espace commun du mouvement anti-OTAN ; ils mettaient en question les traditions de la gauche, posaient de nouveaux problèmes et faisaient de nouvelles propositions. Le mouvement ouvrier, affaibli socialement par le chômage et politiquement par l'institutionnalisation des syndicats majoritaires et la professionnalisation de la plupart des cadres syndicaux qui avaient dirigé la lutte contre le franquisme, perdait son rôle de point de référence, après les défaites des luttes contre la reconversion industrielle. La gauche syndicale et de nombreuses luttes radicales, mais qui étaient restées isolées, étaient son principal apport à la résistance.

La Liga a consacré tout son effort à la construction de ces mouvements et a gardé une position attentive et ouverte aux idées qui naissaient en leur sein. Quelques uns des textes les plus intéressants de l'histoire de l'organisation ont été écrits alors [7] et il est encore maintenant utile de les relire.

Il est normal, et cela a été salutaire, que cette agitation de nouvelles idées et expériences déstabilise les bases politiques de la Liga. A mon avis, le problème ne consistait pas dans ces questionnements, ni même dans les révisions ou dans l'adoption de nouvelles idées par empathie avec les mouvements, parfois sans suffisamment de réflexion. Le problème n'était pas en fin de compte l'effort que nous dédions à changer, mais bien son articulation avec ce qu'il y avait à « conserver », dans l'indispensable processus autocritique sur notre patrimoine politique. Je mets le mot « conserver » entre guillemets car cela ne doit pas être entendu comme un retranchement dans une prétendue orthodoxie qui nous aurait convertis, spécialement dans cette situation-là, en une secte. « Conserver » signifie dans ce cas étudier et débattre sur le bagage de l'organisation et de la IV dans un sens « écologique », en sauvant tout ce qui était vivant, en recyclant tout ce qui était possible. En évitant finalement la pression qui existait de « recommencer à zéro » : en fait, « *on redémarre toujours d'un point intermédiaire* », comme dit Gilles Deleuze, dans une phrase que Daniel Bensaïd cite souvent.

Il est certain que à ce stade il y avait une grande attention aux tâches de formation et celles-ci se basaient sur le marxisme de notre courant, mais je pense que cette activité se situait à une certaine distance de la pratique militante. Et alors la pratique occupait toute la place. Cette déstabilisation affectait notamment la compréhension du rôle de l'organisation politique révolutionnaire dans les mouvements sociaux. Les militant.e.s agissaient comme des organisateurs loyaux des mouvements, en beaucoup de cas avec des responsabilités importantes, et avec la capacité de proposer des initiatives et d'assumer les tâches qui en découlaient pour leur réalisation. Mais quel était le sens d'une organisation politique pour les mouvements sociaux, au-delà de son utilité pour les questions de la pratique immédiate et les moyens matériels que l'organisation pouvait apporter ? Les relations conflictuelles entre le « social » et le « politique », et la nécessité de créer de « nouvelles façons de faire de la politique » commençaient à se manifester alors dans toute leur crudité. Je crois que nous ne sommes pas arrivés à des réponses satisfaisantes. Vingt ans après cela continue à être une question très problématique et confuse, peut-être le principal défi théorique et pratique pour la gauche alternative.

En 1989, les organisations de la LCR en Euskadi et en Catalogne se sont constituées comme des partis indépendants et souverains, tout en gardant des organes communs avec la LCR et avec la participation régulière d'une délégation de la LCR dans les organismes et les réunions des nouveaux

partis. La motivation politique de ces décisions incluait des changements importants, notamment une réexamen profond de la question nationale, qui incluait le soutien à l'indépendance, et le caractère « nationale » des organisations respectives. Au delà de ce qu'on peut penser sur ces motivations et les décisions organisationnelles qui en découlaient, ce qui était très claire c'est que la situation et l'activité politique en Euskadi et en Catalogne avaient des caractéristiques spécifiques qui déterminaient le travail de la gauche révolutionnaire, spécialement dans des conditions de faible activité de la gauche sociale et politique au niveau de l'Etat.

Le bilan général des ces décisions est très complexe et je n'ai pas du tout l'intention de le faire ici. Je veux juste souligner un aspect dont je crois qu'il a eu beaucoup d'influence sur le cours successif des évènements. L'existence d'organes communs au niveau de l'Etat pouvait être entendu comme un geste d'amitié de « politique extérieure » ou comme un compromis militant basé sur une forte évaluation des tâches communes, présentes et futures. Dans le cas de Euskadi, de la LKI, je crois qu'il s'agissait seulement d'un geste d'amitié et de solidarité matérielle, qui exprimait en fait un affaiblissement et une dépréciation du patrimoine politique commun. Je crois que la séparation de la LKI était sentie largement dans la LCR comme une perte. En ces moments, les choses n'auraient probablement pas pu aller autrement. Et le patrimoine d'idées et d'histoire qui, malgré tout, s'était maintenu aurait peut-être pu amener après un certain temps à un ré-rapprochement politique. Mais le cours des évènements a été différent.

Les relations avec le MC avaient joué un certain rôle dans la politique de la Liga depuis la fin des années 70, avec quelques expériences d'action unitaire et de nombreux conflits et malentendus. Lorsqu'on avait adopté la ligne du « Parti des Révolutionnaires », il était évident qu'il arriverait un moment où il fallait « explorer » la possibilités d'unification avec l'organisation avec laquelle nous convenions, dans une relation complexe de collaboration et de concurrence, dans pratiquement toutes les actions et tous les mouvements.

Dès 1985 l'unification avec le MC était, entre avancées et reculs, l'axe de travail de la LCR. Il est important de mettre en évidence la date : le processus a duré six ans. Parmi les critiques qu'on peut lui faire, il n'y a donc certainement pas celle de l'improvisation. Et pour analyser sérieusement le processus il faut travailler beaucoup, rappeler, repenser et relire une documentation abondante et rapporter le processus avec les événements du « désordre international » qui caractérisaient ces temps-là. Ici je ne vais parler que d'un aspect de cette expérience : comment l'objectif de l'unification a fini par s'imposer comme son contenu politique fondamental et cela a été précisément ce qui a permis l'unification.

Pendant la plupart du processus, la méthode d'unification correspondait en ligne générale à l'orientation originale du « Parti des Révolutionnaire », à savoir : améliorer la connaissance mutuelle des deux organisations et de leur évolution idéologique et théorique ; renforcer les accords dans l'action ; et discuter ouvertement en cherchant des accords sur les « tâches centrales » pour la construction d'une organisation politique révolutionnaire. Les relations entre les organisations avançaient, en général, en s'améliorant, il y avait beaucoup de coïncidences pratiques, mais les débats montraient des désaccords très importants. Au début de 1990 la pression et le désir d'unification était très grand chez la plupart des militants de la Liga : les désaccords sur les « tâches centrales » se montraient en fait comme un obstacle, « l'obstacle » entre tous. Avaient-elles en fait toute cette importance qu'on était en train de lui attribuer ?

Pour essayer de comprendre la situation, je crois qu'il faut rappeler la situation internationale dans laquelle nous nous trouvions alors. Le Mur de Berlin venait de tomber. Les illusions sur la possibilité que la crise des bureaucraties engendrait des mouvements anticapitalistes capables de réaliser une « révolution politique » et ré-entamer la construction du socialisme s'étaient évanouies en quelques mois. En réalité, pour la IV, ceux-ci n'étaient pas des rêves ou des illusions ou des pronostics (alors

on disait : « on s'est trompé dans le pronostic, mais pas dans le diagnostic » ; c'était une forme élégante pour contourner le problème) : ils se trouvaient au cœur même du sens de son combat. Une époque se terminait. « *On a perdu nos certitudes, il ne nous reste que l'espoir* » : les mots écrits beaucoup d'années avant par Ernst Bloch sonnaient maintenant prophétiques.

Dans ces circonstances, en Euskadi surgit un changement radical dans l'approche de l'unification : *faire passer l'approximation des deux partis avant la discussion, entendue comme contraste des respectifs « bagages » partidaires, c'est ça la réalisation d'une expérience qui permet d'aller dans la direction de la construction d'un patrimoine commun.* [8] Cela était la première démonstration de cette conversion de l'unification même en « contenu politique fondamental » dont je parlais avant. Ce mécanisme organisationnel a avancé rapidement et a culminé dans l'unification des deux organisations en mars 1991.

Il est évident que ce qu'on considérait un succès de la « méthode basque » a influencé le fait que la LCR et le MC reprennent leur processus d'unification avec une orientation similaire. Mais notre décision fut le résultat d'une réflexion et d'une discussion propres qui, par ailleurs, introduit quelques modifications par rapport au processus en Euskadi. Concrètement, ici on menait un débat pour arriver à des résolutions de consensus sur les questions politiques et organisationnelles de fond. En outre on débattait et on élaborait une explication sur une des conditions les plus difficiles de l'unification : la désaffiliation de la IV Internationale. Nous écrivions que : « *la désaffiliation n'implique pas pour nous un changement dans les conceptions sur l'internationalisme que nous gardons, ni dans notre mise en valeur de la IV^e Internationale. Sans l'unification avec le MC nous maintiendrions notre militantisme en son sein* ». [9] Il y avait en plus l'engagement de l'organisation unifiée de garder des « relations régulières » avec la IV, ce qui pouvait être une contribution, « un défi », disions-nous, à la politique de regroupement adoptée par le XII Congrès Mondial.

Sans aucun doute nous avons cru à tout cela. Mais l'intérêt du MC pour la IV était moins que zéro dans tous les aspects. Et par-dessus tout, je crois, pour une partie considérable des militants de la LCR, les raisons programmatiques pour militer dans la IV appartenaient déjà plus au passé qu'au présent. Le présent, et les espoirs pour le futur, se trouvaient dans l'unification. Ainsi cela s'est manifesté dans le spectaculaire Congrès de novembre 1991, dans le Palais des Congrès à Madrid, avec 1.700 militants enthousiastes. C'est là que l'histoire de la Liga a pris fin.

Quelques mois après tout s'est effondré. L'organisation unifiée a été une expérience aussi destructive que stérile. Il n'en reste aucune idée, expérience, texte,...qui ait un quelconque intérêt, quelque chose de positif. Rien de rien. Sauf une question : pourquoi ?

Chercher des réponses à cette question est une tâche difficile. Pas seulement parce qu'il faut relire et repenser, réactiver de nouveau la mémoire... ; il faut surtout en parler, comparer les opinions, les réviser, chercher des opinions partagées, coexister avec des opinions distinctes.

C'est difficile, mais je crois que c'est une dette que nous avons envers nous mêmes, nous qui avons fait cette histoire et qui devons savoir la terminer comme un chapitre de lutte pour la révolution, qui sera suivi d'autres ; envers les gens de la IV qui, de l'extérieur, nous a accompagné alors, avec une affection et un respect de la Liga qui impressionne encore aujourd'hui, et qui se demandaient et nous demandent encore ce qui s'est passé ; et envers les jeunes militant.e.s qui sentent que cette expérience leur appartient à eux aussi. (A continuer...)

Miguel Romero

Notes

[1] Publié en France au PUF, collection « Que sais-je ? » : Paris 2002, 128 p.

[2] Cet article, écrit par Ernest Mandel a été publié comme éditorial de la revue Quatrième Internationale en janvier 1971. Viento Sur n°84, janvier 2006, www.vientosur.info l'a reproduit avec une introduction sur laquelle je me suis basé pour écrire ce point.

[3] J'ai écrit un article intitulé « la raison gauchiste » dans Viento Sur n°54, décembre 2000. Je me suis basé sur cela pour écrire ce point.

[4] Sartorius, N y Alfaya, J (1999). La memoria insumisa, Madrid, Espagne, p. 169.

[5] Setién, J. (2000). "Movimiento obrero y transición" en Viento Sur n° 54, p. 75.

[6] Romero, M (1985). "Lettre à la rédaction de Mientras Tanto". Inprecor n° 46.

[7] Entre otros, VIII Congrès de la LCR (1989). Résolution sur le féminisme. Prat, E (1990). "Critique de l'énergie nucléaire et alternatives énergétiques". Inprecor n° 79. Pastor, J. (1991). "Les nouveaux mouvements sociaux et l'action politique". Inprecor n° 84.

[8] Comité National de la LKI, "Rapport sur les relations EMK-LKI". Le 19 mai 1990.

[9] Comité Central de la LCR. "Internationalisme et internationale dan le projet d'unification avec le MC". Le 9 décembre 1990.